



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

Ils ont les milliards ... nous sommes des millions ! PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT GUYANCOURT 14 / 04 / 2016

Même si les manifestations du 9 avril marquaient le pas, la dynamique qui s'est enclenchée le 9 mars est loin d'avoir épuisé ses forces. C'est bien un mouvement profond qui émerge à travers tout le pays. Des jeunes, des retraités, des précaires, des salariés, des lycéens, des étudiants, des chômeurs redécouvrent au coude à coude la confiance et la parole. Une nouvelle génération se lève, non seulement dans les grèves et manifestations lycéennes et étudiantes mais aussi dans les cortèges salariés et syndicaux.

« On vaut mieux que ça » ...

La loi El Khomri, concentrée de la politique des classes dominantes et de leur Etat qui vise à la destruction des droits, des acquis démocratiques arrachés par des décennies de luttes contre l'exploitation, a servi de révélateur et de catalyseur. Le scandale « Panama papers » vient à point nommé souligner la crapulerie de leur système, où les hommes politiques jouissent des faveurs que leur accorde la loi, les mêmes qui s'acharnent à détruire les maigres droits des classes exploitées pour le compte des riches et des puissants.

La mobilisation exprime un mécontentement bien plus large, une révolte bien plus globale comme en témoignent le mouvement et les débats des places, « Nuit debout ». Son développement montre bien que la détermination ne faiblit pas.

Rupture avec les partis institutionnels

Des milliers de jeunes s'engagent, se politisent, stimulent les plus anciens, redonnent confiance. Il ne s'agit pas seulement d'exiger le retrait de la Loi travail, mais de s'insurger contre les effets de la politique des classes capitalistes soumises à la loi du profit, la folie de l'accumulation du capital, l'appropriation privée sans limite des richesses produites. Le rejet de la loi travail, de la logique du profit, c'est aussi le rejet du PS devenu le symbole

de l'hypocrisie, des mensonges et des faux-semblants, du double langage des politiciens professionnels au service du capital.

Faire de la politique, notre politique

L'occupation des places manifeste le besoin de donner à la contestation sociale une dimension politique. Le rejet des partis qui servent les classes dominantes appelle une autre politique qui réponde aux revendications, aux besoins du mouvement, à la convergence des luttes. C'est bien un mouvement d'ensemble, une grève générale, qui est à l'ordre du jour.

Pour renforcer le mouvement, l'étendre, il faut aller plus loin dans la contestation de l'ordre capitaliste, donner un contenu à l'aspiration à une démocratie

directe qui dépasse les clivages des appareils. Partout, il nous faut faire vivre la démocratie à la base, au sein du monde du travail. A travers les assemblées générales, les comités de mobilisation, les interpros, dans nos syndicats prenons l'organisation de notre mouvement, nos affaires en main. Comme à Mayotte (101^{ème} département français)

paralysée depuis 16 jours par la grève générale illimitée pour l'abandon de la loi El Khomri et l'égalité des droits sociaux. Les classes populaires de Mayotte montrent la voie à suivre !

Hollande, Valls et Gattaz espèrent que les vacances scolaires vont désorganiser le mouvement. Ils se trompent. Les étudiants ont prévu différents rendez-vous, les intermittents du spectacle se mobilisent, les cheminots aussi. La prochaine étape d'ensemble du 28 avril doit être un élargissement de la lutte, dans la grève et dans la rue.

TRAVAIL : LE CODE A CHANGÉ



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



MERCI PATRON !

Le 17 mars, un prestataire travaillant au Technocentre a été placé en « mise à pied conservatoire » et viré sans délai des locaux. Son crime : avoir contacté par mail, chez lui, avec son adresse personnelle, les syndicats de Renault pour faire la pub de « Merci Patron ! », ce film qui dénonce les licenciements du groupe LVMH et tourne en ridicule son PDG, Bernard Arnault. Comment ce mail est-il parvenu à la direction du Technocentre ? Mystère... En tout cas, dès le lendemain, elle a ordonné à l'entreprise prestataire de reprendre le badge à ce dangereux individu, laquelle l'a ensuite licencié. Tout ça est parfaitement illégal. Mais oser vanter un film qui conteste efficacement le pouvoir patronal est apparemment devenu insupportable dans le fief de Carlos Ghosn.

PSA : CARLOS S'AUTO-AUGMENTE

Carlos (Tavares) ne supportait pas de rester N°2 chez Renault, après Carlos (Ghosn). Alors il est allé se vendre auprès des actionnaires de PSA. Il a été récompensé de ses services (suppression de 8260 emplois et fermeture d'Aulnay) : sa rémunération est passée de 2,75 millions d'euros en 2014 (+211% par rapport à 2013) à 5,24 millions d'euros en 2015 (+91% par rapport à 2014). Rien à voir avec un salaire : cet argent est pris sur les profits de PSA, obtenus par le seul travail des ouvriers (et de tous les autres salariés). Eux n'ont obtenu que 8 euros nets par mois. Alors quand Gattaz, président du MEDEF, ose déclarer : "Il faut savoir récompenser la réussite. Il faut saluer et féliciter Carlos Tavares", il rappelle seulement que la société est bien divisée en classes : ceux et celles qui travaillent, et ceux qui ne font que s'enrichir en les exploitant.

RENAULT : CARLOS S'AUTO-AUGMENTE

Carlos (Ghosn) se fait rattraper par Carlos (Tavares). Après ses 7,22 millions d'euros pour l'exercice 2014 (+170% par rapport à 2013), il ne percevra cette année « que » 7,25 millions d'euros pour l'exercice 2015 (+0,5% par rapport à 2014). Mais avec Nissan, il est assuré de toucher plus de 15 millions d'euros. L'expropriation des groupes automobiles sous le contrôle des salariés au sein d'un grand groupe public... une idée qui fait son chemin. Pour mettre un terme au détournement des richesses et produire enfin pour satisfaire les besoins sociaux et non les profits.

LES PROFITS S'ENVOLENT, LES RENTIERS RIGOLENT

L'AG des actionnaires de Renault se tiendra le 29 avril au Palais de Congrès à Paris. Elle fixera les dividendes 2015 à 2,40 euros par action (1,90 euros en 2014). C'est un pactole de 710 millions d'euros, qui seront distribués à une poignée d'actionnaires. Celles et ceux qui produisent les richesses voient leur salaire bloqué, tandis que ceux qui spéculent en dormant se gavent sans vergogne. Ce denier du culte du capitalisme est partout remis en question : les assemblées « Nuit debout » ont lancé un appel à se mobiliser le 23 avril pour exiger la « séparation du MEDEF et de l'Etat ».

FAITES VOS COMPTES

Cette fin de semaine seront annoncées les augmentations 2016. Les 710 millions de dividendes qui seront versés aux actionnaires équivalent à une augmentation mensuelle de 535 euros pour chacun des 110 000 salariés du groupe Renault. A comparer aux rallonges annoncées par nos chefs.

DE L'ARGENT IL Y EN A ...

DANS LES CAISSES DE PANAMA

C'est ce que criaient samedi les manifestants contre la « loi travail » ou loi El Khomri. Hollande, Valls et Macron voudraient nous faire croire qu'en licenciant plus, les patrons embaucheront plus. Mais ils se soucient d'abord de mettre les millions tirés du fruit de notre travail dans des paradis fiscaux. Mieux, ils nous arnaquent encore en échappant à l'impôt sur les bénéficiaires. Mais selon Gattaz, qui soutient la loi El Khomri : « tous ceux qui sont passés par le Panama ne sont pas des fraudeurs ». En effet, l'optimisation fiscale n'est qu'un outil au service des capitalistes pour maximiser les profits.

LES PARADIS FISCAUX : AU CŒUR DU CAPITALISME

En 2010, le patron de la Société Générale, M. Oudéa, s'était engagé à sortir des paradis fiscaux. En 2012, il a juré devant le Sénat que la banque n'avait plus aucune activité au Panama et l'a reconfirmé ce 5 avril. L'enquête «Panama papers» montre qu'il a menti sous serment. Le Code pénal prévoit des poursuites, mais il n'en sera rien car le PS préfère s'attaquer aux salariés de Goodyear ou d'Air France. Grâce à des Oudéa, les super-riches échappent à l'impôt, pas nous (80 milliards de fraude fiscale par an)! Il faut en finir avec cette logique capitaliste dont nous payons tous les conséquences : socialiser le secteur bancaire en expropriant les gros actionnaires sans indemnités, pour un pôle public bancaire.



HOLLANDE, L'AUTRE PAYS DU CHOMAGE

M. Autajon est un petit capitaliste (fortune évaluée à 130 millions d'euros). En 2012, il a fermé une de ses PME dans la Drôme, laissant 37 personnes au chômage. Dans le même temps, il a planqué 24 millions d'euros à Panama. Sur 10 ans, Renault et PSA ont supprimé 80 000 emplois en France (dont 37 000 à l'actif de Ghosn). Ce qui les guide tous, ce n'est pas l'emploi mais le profit maximum. Alors casser le code du travail afin de « licencier plus pour embaucher plus » ou plafonner les indemnités prudhommales pour « supprimer la peur d'embaucher » ? Qu'on soit salarié de PME ou au TCR, qui peut croire une telle Khomri ? A la poubelle la loi Travail !

CANTON - BURSA : MEME PATRON MEME COMBAT !

En mars, 200 ouvriers de Renault-Bursa (Turquie) en grève pour le libre choix du syndicat étaient licenciés. Et les syndicats sont toujours interdits à Nissan-Canton (USA). Auditionné en février dernier à l'assemblée, Ghosn a menti aux députés en affirmant qu'il respectait partout le droit du travail. C'est pourtant « sous le haut patronage du sénat » que Renault a reçu le Trophée National de l'Entreprise Citoyenne.